

Arrêté n° 161 PR du 28 février 2022 portant délégation de signature du Président de la Polynésie française à Mme Marie-Laure Denis, directrice de cabinet

(NOR : PRE22501406AP-1)

Paru in extenso au journal officiel n°21 NS du 28/02/2022 à la page 1493 dans la partie Présidence

Version en vigueur au 22/11/2022

Le Président de la Polynésie française,
Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
Vu l'arrêté n° 150 PR du 23 février 2022 portant nomination de Mme Marie-Laure Denis, en qualité de directrice de cabinet auprès du Président de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 665 PR du 25 mai 2018 portant nomination de M. Bruno Peaucellier en qualité de directeur adjoint de cabinet auprès du Président de la Polynésie française ;
Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er

Délégation est donnée à Mme Marie-Laure Denis, directrice de cabinet, à l'effet de signer au nom du Président de la Polynésie française :

- les notes et bordereaux adressés aux ministres et aux services administratifs de la Polynésie française ou aux usagers de ces services ;
- les correspondances adressées à ces services ou à leurs usagers.

Art. 2

Délégation de signature est donnée à Mme Marie-Laure Denis, directrice de cabinet, à l'effet de procéder aux actes suivants de gestion courante concernant le personnel relevant du cabinet de la présidence de la Polynésie française et des chefs de services rattachés au Président de la Polynésie française :

- congés de toute nature, à l'exclusion des congés administratifs ;
- notations et propositions d'avancement du personnel en position de détachement ou de mise à disposition auprès du cabinet ;
- sanctions disciplinaires suivantes : avertissements, blâmes, mises à pied d'une durée inférieure à 8 jours avec retenue partielle ou totale de salaire ;
- procédure d'entretien préalable en cas de licenciement envisagé selon la réglementation applicable aux agents de cabinet et aux chefs de service.

Art. 3

Délégation de signature est donnée à Mme Marie-Laure Denis, directrice de cabinet, à l'effet de signer les correspondances adressés au haut-commissaire de la République dans le cadre du contrôle de légalité effectué par ce dernier.

Art. 4

Délégation de signature est donnée à Mme Marie-Laure Denis, directrice de cabinet, à l'effet de procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget de la Polynésie française qui lui ont été notifiées et la passation des contrats et conventions liés à la gestion du cabinet de la Présidence.

Art. 5

Mme Marie-Laure Denis, directrice de cabinet, est habilitée à certifier le caractère exécutoire des actes pris par le Président de la Polynésie française.

Art. 6

Délégation de signature est donnée à Mme Marie-Laure Denis, directrice de cabinet, à l'effet de procéder aux actes suivants :

- notification de fin de fonctions des agents des cabinets du Président et des ministres.

Art. 7 *Rédaction issue de Arrêté n° 1023 PR du 17 novembre 2022*

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Laure Denis, directrice de cabinet auprès du Président de la Polynésie française, les délégations visées aux articles 1er à 6 sont exercées par M. Bruno Peaucellier, directeur adjoint de cabinet auprès du Président de la Polynésie française.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Laure Denis, directrice de cabinet, et de M. Bruno Peaucellier, directeur adjoint de cabinet, les délégations visées aux articles 1er à 6 sont exercées par M. Etienne Howan, conseiller auprès du Président.

Art. 8

L'arrêté n° 635 PR du 2 septembre 2021 est abrogé.

Art. 9

Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 février 2022.

Edouard FRITCH.

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Arrêté n° 161 PR du 28 février 2022](#), JOPF n° 21 NS du 28/02/2022 à la page 1493
- [Arrêté n° 1023 PR du 17 novembre 2022](#), JOPF n° 93 N du 22/11/2022 à la page 25995